

Projet RCD : Programme de Réception, de Clarification et de Développement pour les réfugiés ayant des besoins particuliers

Bettina Vincenz, responsable de la promotion de l'intégration

JOURNÉES NATIONALES CII

25-26 octobre 2023, Kartause Ittingen, Warth-Weiningen

- La promotion de l'intégration des réfugiés autorisés à rester en Suisse est une **tâche commune** de la Confédération, des cantons et des communes.
- Tous ces acteurs communs ont des points de contact avec les réfugiés, pour lesquels se posent également des questions liées à la santé.
- **En règle générale, les structures ordinaires sont compétentes** en matière d'intégration professionnelle et de santé, au même titre que pour tous les autres habitants du canton et des communes.
- Le SEM a lancé en 2022 l'appel d'offres du programme de deux ans « Stabilisation et activation des ressources des personnes ayant des besoins particuliers (programme R) » (2023-2024).
<https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/integration-einbuengerung/innovation/programm-r.html>

Objectif du Programme R

« L'objectif du programme est d'aider les participants à gérer leur quotidien de manière autonome, à se stabiliser, à activer les ressources qu'ils possèdent et à leur permettre de nouer des contacts sociaux et de participer à la vie sociale. **Il s'agit de leur ouvrir, si possible, l'accès à des mesures visant à les rendre aptes à suivre une formation ou à exercer un emploi. »**

SEM (5.2022) : Appel d'offres Programme « Stabilisation et activation des ressources des personnes ayant des besoins particuliers »

Projet intercantonal RCD

- Programme de **R**éception, **C**larification et **D**éveloppement
- Projet de coopération intercantonal des cantons des GR, de SH et de TG
- Soumission du projet en septembre 2022
- Durée : 2023 - 2024
- La direction du projet est assurée par les services cantonaux chargés de l'intégration

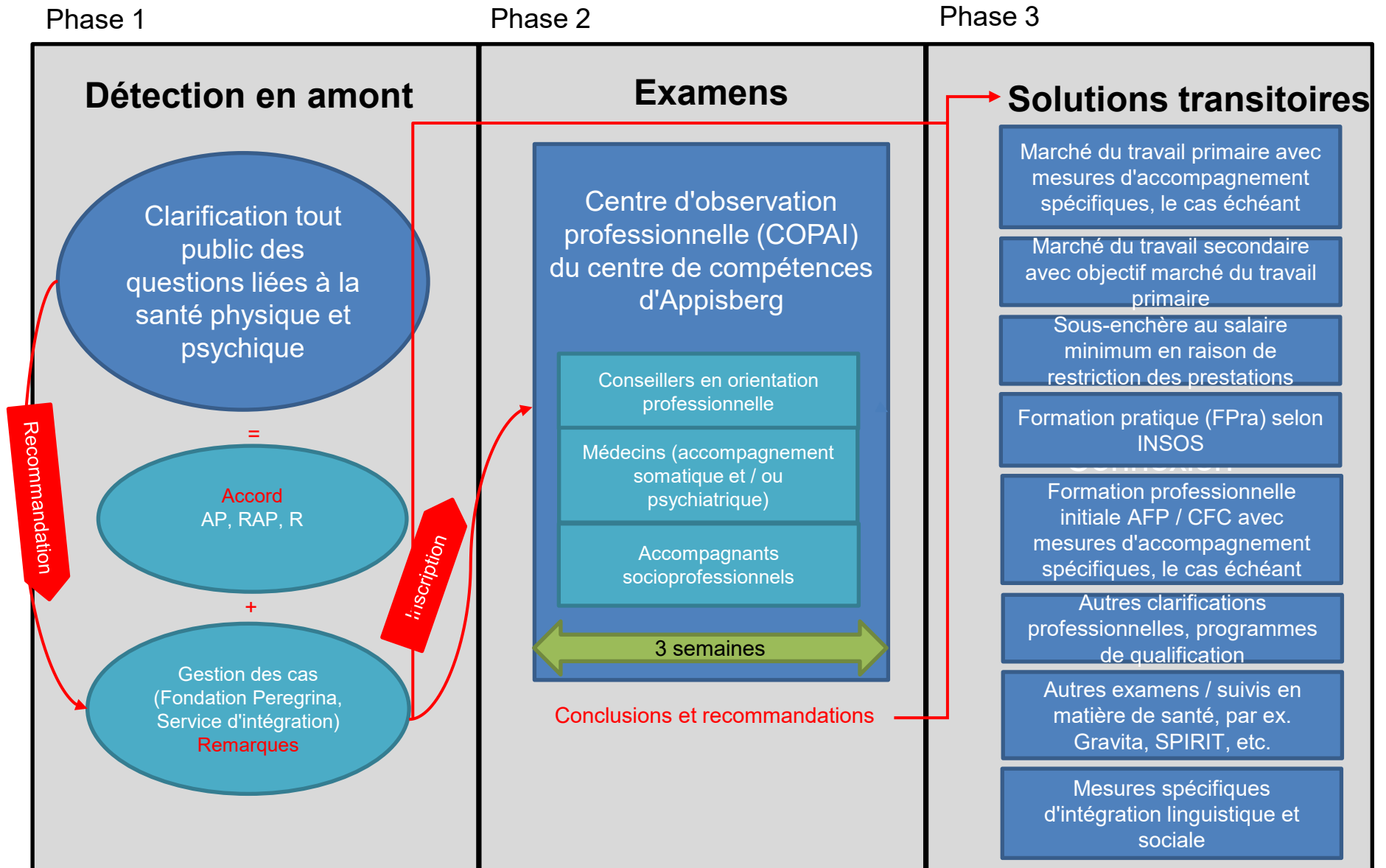
Groupes cibles du projet RCD :

- Personnes admises à titre provisoire (AP)
- Réfugiés admis à titre provisoire (RAP)
- Réfugiés (R)
- Ukrainiens bénéficiant du statut de protection (S)

en âge de travailler et souffrant de handicaps physiques ou psychiques qui ne leur permettent pas d'être intégrés de manière convenable dans le cadre de la première intégration AIS.

Objectifs RCD

- Accès en temps utile des groupes cibles à des offres de prise en charge et de soutien
- Prévention de la chronicisation des handicaps et stabilisation
- Intégration sociale, linguistique et professionnelle réussie à moyen terme



Phase 1: Point de contact ouvert à tous

Permet de **détecter en amont** les personnes qui sont désavantagées dans le processus d'intégration en raison de facteurs pénalisants et qui ont besoin de davantage de soutien et d'encouragement.

Établit des rapports comportant des mesures pour **orienter** les personnes vers **des examens médico-professionnels** (supplémentaires) **et / ou des mesures (spécifiques) d'encouragement à l'intégration**, prises en accord avec la personne concernée par le service chargé de la gestion du cas et, le cas échéant, par le médecin traitant, en tenant compte des connaissances médicales connues.

- Nécessité de disposer d'un bon réseau avec les services de santé
- Doit être créé dans le canton de Thurgovie

Phase 2 : Examens

Le cas échéant, **examen** de 3 semaines (supplémentaires) **des compétences professionnelles et pratiques** au sein du centre de compétences d'Appisberg par une équipe interdisciplinaire.

- Centre d'observation professionnelle (COPAI) reconnu par les offices AI, les services sociaux, la SUVA et les assurances privées
- Élaboration de recommandations solides pour les prochaines étapes dans le but d'une intégration linguistique et professionnelle réussie

Phase 3 : Solutions transitoires

Sur la base de recommandations en matière de solutions transitoires et d'approches réalistes pour intégrer le marché du travail primaire, les ressources individuelles sont valorisées en **solutions transitoires appropriées**.

- Des solutions transitoires doivent être en partie **élaborées** avec les personnes concernées (p. ex. sous-enchère permanente au salaire minimum)
- **L'accès** aux mesures existantes (par ex. Pra INSOS) doit être **amélioré**
- Bonne collaboration dans le cadre de la CII

Financement des coûts du programme

50 % forfait d'intégration et 50 % contribution de la Confédération

Financement après la fin du programme

Nécessité de cofinancer notamment les solutions transitoires par les structures ordinaires (CII)

Assurance qualité et évaluation

Les cantons qui coopèrent mandatent ensemble un organe d'évaluation externe chargé d'analyser le potentiel de réussite, les chances et les risques du projet et de mettre les résultats à la disposition des autres cantons intéressés.